

Réponse de GDF Suez branche infrastructures à la consultation publique de la CRE relative à la création d'une zone d'équilibrage Nord unique pour les gaz H et B sur le réseau de GRTgaz.

En préambule, nous nous félicitons d'avoir contribué à la dynamique de l'ouverture du marché en zone Nord B, qui se caractérise par un taux d'ouverture supérieur à 11 %, exprimé en nombre de sites en offre de marché chez un fournisseur alternatif, plus élevé que dans toutes les autres zones d'équilibrage françaises.

Les parts de marché (24,3 % en volume) des nouveaux entrants s'élèvent déjà à un niveau très satisfaisant, grâce notamment aux offres de conversion de qualité mis en place sous le contrôle de la CRE. Même si nous n'y sommes pas opposés sur le principe, la fusion de ces zones ne nous semble pas particulièrement s'imposer. En outre, la simplification de la structure contractuelle qu'elle doit apporter s'accompagne de difficultés opérationnelles et un consensus ne semble pas s'être dégagé en sa faveur au sein du groupe de concertation gaz.

Cela étant, si la CRE veut finaliser ce projet de fusion dès le 1er avril 2013, les deux évolutions majeures qu'il nous semble important de conduire avec précaution sont :

1) la suppression du PEG Nord B

Nous y serions favorables, car ce PEG Nord B étant peu liquide, il paraît pertinent de donner aux expéditeurs actifs sur le réseau B l'accès à une place d'échange plus grande. Il faut toutefois que l'accès au PEG Nord unique soit facilité dans les deux sens pour les expéditeurs disposant de flexibilité au moyen de capacités de stockage de gaz B. En effet, l'accès au PEG a vocation à devenir un levier d'équilibrage primordial dans le fonctionnement cible des marchés (responsabilisation des expéditeurs). Le principe de facturation a posteriori pour assurer l'équilibrage physique du réseau B peuvent dissuader les échanges gaz B - gaz B au PEG unique en faveur des échanges gaz H – gaz H.

2) la mutualisation des coûts de la prestation de service d'échange de gaz H en gaz B

Nous serions favorables à la mutualisation éventuelle de cette prestation dans le tarif de GRTgaz, sous réserve que la méthode de répartition entre les termes tarifaires, à l'occasion de la construction du prochain tarif d'ATR transport, soit portée par la CRE à la connaissance des expéditeurs.